

Monsieur le Proviseur,

Par la présente, nous souhaitons exprimer les motifs qui ont conduit les représentants des parents d'élèves, les représentants des enseignants et les représentants des élèves au Conseil d'établissement à ne pas siéger au CE du Jeudi 8 janvier 2026.

Par cette action, nous souhaitons marquer le fort mécontentement de notre communauté et son opposition de principe à un transfert unilatéral des charges de l'État vers les familles, décision prise par l'AEFE lors de son CA du 18 décembre dernier.

Cette décision a été adoptée de justesse, par 17 voix contre 17, la voix du président du CA étant prépondérante. Ce vote exceptionnellement serré est révélateur d'une forte contestation politique et sociale de la mesure.

Pour nos communautés, l'enjeu dépasse la seule question budgétaire : il s'agit en effet d'agir pour préserver l'avenir d'un enseignement français de qualité à l'étranger, sans faire peser sur les familles et la communauté éducative les conséquences de choix politiques non anticipés.

Nous formulons le vœu que cette action conjointe, également menée dans d'autres EGD du réseau, aura pour effet de donner plus de visibilité aux propositions formulées de longue date par les différentes organisations représentatives siégeant au CA de l'AEFE.

Nous formulons également le vœu que par cette action, les voix des parents d'élèves et de la communauté éducative seront entendues et prises en compte par la sénatrice Samantha Cazebonne à qui le gouvernement a confié une mission ministérielle de 6 mois pour réformer l'AEFE, portant sur le modèle économique de l'AEFE, le statut des établissements, les capacités de financement et d'emprunt, la gouvernance et notamment la place des parents et représentants de la communauté éducative.

Cordialement,

Les représentants des parents d'élèves, des enseignants et des élèves au Conseil d'établissement